

Published in Acadie Nouvelle, July 16, 2020

*Original French version follows*

## **Opposition to small nuclear reactors is being organized in NB**

By Simon Delattre

The choice of nuclear power deserves a public debate, says a group of citizens concerned about New Brunswick's risky gamble to support the development of small, modular reactors.

In a letter addressed to Premier Justin Trudeau, the Coalition for Responsible Energy Development in New Brunswick expressed concern about the ambitious energy project to which the province is committed.

"We are opposed to nuclear expansion and believe that the government would be on the wrong track if it financed the development of small modular nuclear reactors with public funds".

The coalition was formed earlier this year by Concerned Citizens of Saint John, the Fredericton and Saint John chapters of the Council of Canadians, along with Leap4wards, Rural Action and Voices for the Environment and Sustainable Energy Group Carleton County.

In 2018, the Government of New Brunswick announced with great fanfare a \$10 million investment in the Small Modular Reactor Nuclear Research Group. Two companies, Advanced Reactor Concepts Nuclear and Moltex, each committed \$5 million to research and development and opened their offices in Saint John.

In December 2019, the provincial government went one step further by signing a Memorandum of Understanding with Ontario and Saskatchewan, committing the three governments to collaborate on the development of this technology.

Neither the 100-megawatt sodium-cooled metal fuel reactor project that ARC Nuclear is working on, nor the 300-megawatt stable salt reactor project presented by Moltex Energy has reached the stage of commercial development.

Small modular reactors do not yet exist anywhere in the West, but Ottawa sees them as promising.

About the size of a gymnasium, they are designed to be built on a smaller scale than conventional nuclear reactors and involve lower capital costs.

The two companies hope to be able to build demonstration models near the Point Lepreau plant by 2035, and they are promoting the idea of making New Brunswick an exporter of small reactors.

By focusing its efforts and financial resources on an uncertain and long-term project, the province risks losing the means to make a rapid energy transition, believe members of the Coalition for Responsible Energy Development in New Brunswick.

"It will take more than a decade before these prototypes are designed, built, proven safe, reliable and cost-effective. Instead, we should be creating programs today to reduce energy demand by helping people who want to improve the energy efficiency of buildings. We should facilitate the replacement of current fossil fuels with renewable energy sources that can produce electricity and cash flow within three years," says David Thompson, one of the group's spokespersons.

The Saint John resident believes that the development of community energy projects would create more jobs and benefit more regions than the current preferred model.

"We want to convince decision-makers and the population that nuclear expansion is not a good idea. New Brunswickers must be consulted. We are calling for the removal of all non-renewable energy sources that create polluting emissions or hazardous waste for which there is no permanent storage solution."

The coalition intends to carry out awareness-raising actions in the coming months, and intends to mobilize the younger generations around this issue.

## **L'opposition aux petits réacteurs nucléaires s'organise au N.-B.**

Par Simon Delattre

Le choix du nucléaire mérite un débat public, estime un groupe de citoyens préoccupés par le pari risqué du Nouveau-Brunswick de soutenir le développement des petits réacteurs modulaires.

Dans une lettre adressée au premier ministre Justin Trudeau, la Coalition pour le développement énergétique responsable au Nouveau-Brunswick s'inquiète du projet énergétique ambitieux dans lequel la province s'est engagée.

«Nous nous opposons à l'expansion du nucléaire et pensons que le gouvernement ferait fausse route s'il finançait le développement de petits réacteurs nucléaires modulaires avec des fonds publics.»

Cette coalition a été formée plus tôt cette année par le groupe Concerned Citizens of Saint John, les chapitres de Fredericton et Saint-Jean du Conseil des Canadiens, et accompagnés des organismes Leap4wards, Rural Action and Voices for the Environment et Sustainable Energy Group Carleton County.

En 2018, le gouvernement du Nouveau-Brunswick avait annoncé en grande pompe un investissement de 10 millions \$ dans le groupe de recherche nucléaire sur les petits réacteurs modulaires. Deux entreprises, Advanced Reactor Concepts Nuclear et Moltex, se sont engagées à verser chacune 5 millions \$ pour mener des activités de recherche et de développement et ont ouvert leurs bureaux à Saint-Jean.

En décembre 2019, le gouvernement provincial s'est aventurée encore un peu plus loin sur ce chemin en signant un protocole d'entente avec l'Ontario et la Saskatchewan, dans lequel les trois gouvernements s'engagent à collaborer sur le développement de cette technologie.

Ni le projet de réacteur de 100 mégawatts à combustible en métal refroidi au sodium sur le lequel travaille ARC Nuclear, ni le projet de réacteur à sels stables de 300 mégawatts présenté par Moltex Energy n'ont atteint le stade du développement commercial.

Les petits réacteurs modulaires n'existent encore nulle part en Occident, mais Ottawa les considère comme prometteurs.

D'une taille équivalente à celle d'un gymnase, ils sont conçus pour être construits à plus petite échelle que les réacteurs nucléaires conventionnels et impliquent des coûts d'investissement plus bas.

Les deux entreprises espèrent pouvoir construire des modèles de démonstration à proximité de la centrale de Point Lepreau d'ici 2035 et vantent l'idée de faire du Nouveau-Brunswick un exportateur de petits réacteurs.

En concentrant ses efforts et ses ressources financières sur un projet incertain et de longue haleine, la province risque de se priver des moyens de mener une transition énergétique rapide, croient les membres de la Coalition pour le développement énergétique responsable au Nouveau-Brunswick.

«Il faudra plus de dix ans avant que ces prototypes soient conçus, construits, prouvés sécuritaires, fiables et rentables. Nous devrions plutôt créer dès aujourd'hui des programmes pour réduire la demande en énergie en aidant les gens qui veulent améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments. Nous devrions faciliter le remplacement des énergies fossiles actuelles par des sources d'énergie renouvelables capables de produire de l'électricité et des flux de trésorerie d'ici trois ans», plaide David Thompson, l'un des porte-paroles du regroupement.

Le citoyen de Saint-Jean estime que le développement des projets énergétiques communautaires créerait davantage d'emplois et profiterait à davantage de régions que le modèle actuellement privilégié.

«Nous voulons convaincre les décideurs et la population que l'expansion du nucléaire n'est pas une bonne idée. Il faut que les Néo-Brunswickois soient consultés. Nous demandons un retrait de toutes les énergies non renouvelables créatrices d'émissions polluantes ou de déchets dangereux pour lesquels il n'existe pas de solution de stockage permanente.»

La coalition entend mener des actions de sensibilisation au cours de prochains mois, et compte mobiliser les jeunes générations autour de cet enjeu.